

§ 5. Les opérateurs doivent acquitter les montants notifiés, par versement sur le compte des recettes du Fonds dans le délai fixé au § 2.

Si le dernier jour du mois suivant celui de la notification, les montants dus ne sont pas encore versés, l'Administration de l'Energie adressera une mise en demeure aux opérateurs en défaut.

§ 6. Si la contre-analyse confirme les infractions, constatées pendant l'analyse, les frais liés à l'analyse, la contre-analyse, ainsi que l'achat des trois échantillons, seront à charge du responsable du point de vente. »

Art. 3. Dans l'article 5, § 4 du même arrêté, les mots « et un de Fegarbel » sont remplacés par les mots « et un de Federauto ».

Art. 4. Notre Ministre de l'Economie et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

§ 5. De bedrijven moeten de betekende bedragen aanzuiveren door storting op de ontvangstenrekening van het Fonds, binnen de termijn, vastgelegd in § 2.

Indien op de laatste dag van de maand volgend op die van de betekening de verschuldigde bedragen nog niet gestort zijn, zal het Bestuur Energie aan de in gebreke blijvende bedrijven een aanmaning sturen.

§ 6. Indien de tegenanalyse de overtredingen bevestigt, vastgesteld tijdens de analyse, zijn de gemaakte kosten van drie stalen evenals van de analyse en van de tegenanalyses, ten laste van de verantwoordelijke van het verkooppunt van motorbrandstoffen. »

Art. 3. In artikel 5, § 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « en één van Fegarbel » vervangen door « en één van Federauto ».

Art. 4. Onze Minister van Economie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

F. 97 — 562

[C - 97/11088]

**18 FEVRIER 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 5 août 1996 approuvant le règlement d'ordre intérieur du Comité de Gestion du Fonds d'analyse des produits pétroliers, institué par l'article 5 de l'arrêté royal du 8 février 1995 fixant les modalités de fonctionnement du Fonds d'analyse des produits pétroliers**

Le Ministre de l'Economie,

Vu l'arrêté royal du 8 février 1995 fixant les modalités de fonctionnement du Fonds d'analyse des produits pétroliers, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 1996 approuvant le règlement d'ordre intérieur du Comité de Gestion du Fonds d'analyse des produits pétroliers, institué par l'article 5 de l'arrêté royal du 8 février 1995 fixant les modalités de fonctionnement du Fonds d'analyse des produits pétroliers;

Vu le règlement d'ordre intérieur élaboré par ledit Comité en sa réunion du 12 juin 1995;

Considérant qu'en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal précité du 8 février 1995, il est institué un Comité de gestion, chargé de la gestion du Fonds d'analyse des produits pétroliers;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de l'arrêté royal précité du 8 février 1995, le Comité de Gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre de l'Economie;

Considérant que le contrat découlant de l'appel d'offres prévu dans l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 5 août 1996, sera d'une durée d'un an au maximum, au lieu de six mois, durée susceptible d'être prolongée de six mois,

Arrête :

**Article unique.** Le règlement d'ordre intérieur établi en sa réunion du 12 juin 1995 par le Comité de Gestion du Fonds d'analyse des produits pétroliers et la note de base approuvés par arrêté ministériel du 5 août 1996, sont modifiés conformément aux dispositions à l'annexe au présent arrêté.

Bruxelles, le 18 février 1997.

E. DI RUPO

N. 97 — 562

[C - 97/11088]

**18 FEBRUARI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 5 augustus 1996 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten, ingesteld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995 tot vaststelling van de modaliteiten voor de werking van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten**

De Minister van Economie,

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1995 tot vaststelling van de modaliteiten voor de werking van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 augustus 1996 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten, ingesteld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995 tot vaststelling van de modaliteiten voor de werking van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten;

Gelet op het huishoudelijk reglement opgesteld door het Comité tijdens zijn vergadering van 12 juni 1995;

Overwegende dat volgens artikel 5 van voormeld koninklijk besluit van 8 februari 1995, een Beheerscomité opgericht wordt, belast met het beheer van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten;

Overwegende dat artikel 5, paragraaf 2 van voormeld koninklijk besluit van 8 februari 1995 stelt dat het Beheerscomité zijn huishoudelijk reglement opstelt en het ter goedkeuring aan de Minister van Economie voorlegt;

Overwegende dat het contract voortvloeiend uit de prijsofferte voorzien in bijlage 2 van het ministerieel besluit van 5 augustus 1996, een maximale looptijd zal hebben van één jaar, in plaats van zes maanden, looptijd die met zes maanden zal kunnen worden verlengd,

Besluit :

**Enig artikel.** Het huishoudelijk reglement, opgesteld door het Beheerscomité van het Fonds voor de analyse van aardolieproducten in zijn vergadering van 12 juni 1995 en de basisnota goedgekeurd, bij ministerieel besluit van 5 augustus 1996, worden gewijzigd overeenkomstig de bepalingen, zoals ze in bijlage worden gevoegd.

Brussel, 18 februari 1997.

E. DI RUPO

## Annexe 3 B

Surveillance de la qualité de l'approvisionnement  
des produits pétroliers

## 1. Historique et base légale.

La Belgique a systématiquement normalisé les caractéristiques des produits pétroliers. Il existe donc des normes de qualité pour tous les produits pétroliers.

Il s'agit d'un processus qui a démarré il y a quelques années mais qui se poursuit toujours.

Toutes ces normes ont été ratifiées par des arrêtés royaux. En outre, ces arrêtés ont spécifié que les produits mis sur le marché seraient contrôlés systématiquement selon une méthode statistique appropriée.

Les arrêtés royaux les plus importants relatifs aux produits pétroliers sont les suivants :

— l'arrêté royal du 21 février 1992 remplaçant l'arrêté royal du 22 septembre 1986 relatif aux dénominations, aux caractéristiques et à la teneur en plomb des essences pour véhicules à moteur;

— l'arrêté royal du 19 octobre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil-diesel pour les véhicules routiers;

— l'arrêté royal du 19 octobre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil chauffage;

— l'arrêté royal du 18 novembre 1988 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre de combustibles résiduels.

Au cours des années, des contrôles ponctuels ont fourni des indications selon lesquelles la qualité ne correspondait pas toujours aux prescriptions légales.

Les associations professionnelles concernées et le Département ont plaidé pour l'élaboration d'un contrôle de qualité systématique.

A partir de 1989, il a été procédé au développement de cette surveillance systématique dont la conception et les détails sont repris dans la présente note.

Néanmoins, l'Administration ne disposait pas des moyens budgétaires nécessaires pour la mettre en oeuvre.

C'est la publication de la loi organique du 27 décembre 1990 et de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 160, qui ont permis le principe de la création du Fonds et l'organisation de ces vérifications.

Bien que le secteur ait insisté pour que le financement de cette surveillance se fasse par le biais de nouvelles mesures fiscales à charge du consommateur, le Ministre a décidé de le réaliser par voie d'une redevance à charge du secteur.

Par conséquent, le secteur et les Administrations veilleront au sein du Comité de Gestion à ce que cette redevance soit destinée exclusivement aux frais liés à l'analyse des produits pétroliers, comme le prévoit l'article 4, § 3 de l'arrêté royal du 8 février 1995.

Le financement de la surveillance de la qualité des produits pétroliers a été rendu possible par l'arrêté royal du 8 février 1995. Cet arrêté confie la gestion à un Comité de gestion et charge l'Administration de l'Energie du fonctionnement quotidien du Fonds.

L'arrêté royal du 29 septembre 1995 fixant les conditions d'agrément des laboratoires d'essai chargés de l'analyse des produits pétroliers en vertu de l'article 160 de la loi du 30 décembre 1992 relatif aux dispositions sociales et diverses fixe les critères auxquels les laboratoires doivent répondre afin de pouvoir effectuer les analyses des produits pétroliers.

Conjointement avec le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion, ces arrêtés constituent la base légale du Fonds.

## 2. Le Fonds.

## 2.1. Généralités.

Par le Fonds, on entend tout ce qui permet la vérification systématique de la qualité des produits pétroliers et qui répond aux critères suivants :

- une surveillance systématique de tous les produits pétroliers;
- prise en considération de tous les niveaux de la distribution;
- le nombre d'échantillons prélevés doit être représentatif de la distribution des divers produits pétroliers et doit être géographique-ment dispersé;

## Bijlage 3 B

Toezicht op de kwaliteit van de bevoorrading  
van aardolieproducten

## 1. Historiek en wettelijke basis.

België heeft systematisch de karakteristieken van de aardolieproducten genormaliseerd. Voor alle belangrijke aardolieproducten bestaan aldus kwaliteitsnormen.

Dit is een proces dat verschillende jaren terug werd gestart, maar dat thans nog altijd voortgaat.

Deze normen werden allen bekrachtigd door koninklijke besluiten. In deze besluiten werd bovendien gespecificeerd dat op de in de handel gebrachte producten op een statistisch verantwoorde methode, systematisch zou toezicht uitgeoefend worden.

De belangrijkste koninklijke besluiten i.v.m. de aardolieproducten zijn :

— het koninklijk besluit van 21 februari 1992 tot vervanging van het koninklijk besluit van 22 september 1986 betreffende de benamingen, de kenmerken en het loodgehalte van de benzines voor motorvoertuigen;

— het koninklijk besluit van 19 oktober 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de gasolie-diesel voor wegvoertuigen;

— het koninklijk besluit van 19 oktober 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de gasolie voor verwarming;

— het koninklijk besluit van 18 november 1988 betreffende de benaming, de kenmerken en het zwavelgehalte van de residuele brandstoffen.

Punctueel toezicht heeft, in de loop van de jaren, aanwijzingen verstrekt dat de kwaliteit niet altijd aan de wettelijke voorschriften beantwoordde.

De betrokken beroepsverenigingen en het Departement hebben ervoor geijverd om een systematisch kwaliteitstoezicht uit te bouwen.

Vanaf 1989 werd gewerkt aan een uitbouw van dit systematisch toezicht, waarvan de conceptie en de details in deze nota zijn opgenomen.

Het Bestuur Energie beschikte echter niet over de nodige budgettaire middelen om dit toezicht uit te werken.

Het is pas door de publikatie van de organieke wet van 27 december 1990, en de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen en meer in het bijzonder van artikel 160 dat de oprichting van het FONDS en de organisatie van dit toezicht in principe mogelijk werden.

Alhoewel de sector erop heeft aangedrongen de financiering van het toezicht te laten geschieden via nieuwe fiscale maatregelen ten laste van de gebruiker, heeft de Minister beslist dit te laten gebeuren via een heffing ten laste van de sector.

Bijgevolg zal de sector samen met de Besturen er in het Beheerscomité over waken dat deze heffing exclusief voor de kosten, verbonden aan de analyse van aardolieproducten, zoals bepaald in artikel 4, § 3 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995 zal gebruikt worden.

De financiering van het toezicht op de kwaliteit van de aardolieproducten werd mogelijk door het koninklijk besluit van 8 februari 1995. Dit koninklijk besluit vertrouwt het beheer toe aan een Beheerscomité en belast het Bestuur Energie met de dagelijkse werking van het Fonds.

Het koninklijk besluit van 29 september 1995 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van beproevingslaboratoria gelast met de analyse van aardolieproducten krachtens artikel 160 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen legt de criteria vast waaraan de laboratoria dienen te voldoen, om analyses van petroleumproducten te kunnen uitvoeren.

Samen met het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het Fonds, vormen deze besluiten de wettelijke basis voor het Fonds.

## 2. Het Fonds.

## 2.1. Algemeen.

Met het Fonds wordt alles bedoeld dat het systematisch toezicht op de kwaliteit van de aardolieproducten mogelijk maakt en aan de hiernavolgende criteria beantwoordt :

- een systematisch toezicht op alle aardolieproducten;
- op alle niveau's van de distributie;
- het aantal genomen monsters moet representatief zijn voor de distributie van de diverse aardolieproducten en geografisch gespreid zijn;

— la prise d'échantillons et la communication des résultats à l'Administration de l'Energie doivent se faire dans les 48 heures;

— le contrôle de la qualité sert en première instance "de vérification" de la qualité et n'est répressif qu'en dernière instance, sauf cas de fraude fiscale.

Pour des raisons pratiques -entre autres en l'absence d'une norme de prise d'échantillons pour les produits tels que le mazout de chauffage et les carburants en vrac aux divers stades de la distribution — la surveillance se limite actuellement aux carburants à la pompe, action prioritaire. Cependant il est clair que cette surveillance s'étendra aussi rapidement que possible aux autres produits et aux autres niveaux de la distribution.

## 2.2. La gestion du Fonds.

Le Fonds est géré par un Comité de gestion composé de quatre représentants du secteur public — trois ayant un droit de vote, un quatrième avec voix consultative — et quatre représentants des organisations professionnelles représentatives avec voix consultative.

La composition est la suivante :

— un représentant désigné par le Directeur général de l'Administration de l'Energie;

— un représentant désigné par Monsieur le Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques;

— un représentant désigné par le Directeur général de l'Administration des Douanes et Accises du Ministère des Finances;

— l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministère des Affaires Economiques, avec voix consultative; et les représentants des Organisations professionnelles, à savoir :

— un représentant pour la Fédération pétrolière belge;

— un représentant pour l'Union belge du pétrole;

— un représentant pour Federauto;

— un représentant pour la Fédération belge des négociants en combustibles et carburants.

Le président du Comité de gestion est le représentant de l'Administration de l'Energie. Ce Comité rédige un règlement d'ordre intérieur.

En principe, ce Comité de gestion se réunit une fois par mois et peut prendre connaissance de toutes les opérations financières. En outre, son avis sera demandé pour chaque décision politique relative à l'organisation des contrôles et au fonctionnement du Fonds. Ces avis seront chaque fois communiqués au Ministre par l'Administration de l'Energie.

La gestion quotidienne du Fonds et l'organisation des contrôles sont confiés à l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique.

Le fonctionnaire responsable, qui en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 février 1995 peut notifier aux sociétés leurs obligations, est le Chef de ce service.

## 2.3. Recettes du Fonds.

L'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 février 1995 fixe la redevance due au Fonds lors de la mise à la consommation des produits pétroliers, notamment :

10 F. par 1 000 l pour les essences et le gasoil-diesel.

La redevance pour les autres produits pétroliers est actuellement fixée à 0 F.

## 2.4. Organisation de la perception des redevances.

### 2.4.1. Le redevable.

La redevance est due lors de la mise à la consommation de produits pétroliers.

Compte tenu des divers produits pétroliers cités dans l'arrêté royal, la "mise à la consommation" peut être assimilée au moment où les accises deviennent redevables.

Cela implique que tout opérateur agréé, soit détenteur d'un entrepôt fiscal, soit opérateur enregistré (tous les deux détenteurs d'un numéro d'accises) ainsi que les opérateurs non enregistrés qui mettent ponctuellement des carburants sur le marché belge, doivent payer la redevance fixée.

Ceci couvre les carburants mis en consommation sur le marché belge, via les raffineries belges ainsi que via l'Union européenne.

Les redevances sont perçues auprès des sociétés qui figurent sur la liste des numéros d'accises.

— de monsternamen et de bekendmaking aan het Bestuur Energie van de analyseresultaten moeten gebeuren binnen de 48 uur;

— het toezicht op de kwaliteit is in eerste instantie bedoeld als "bewaking" van de kwaliteit en pas in laatste instantie als repressief, met uitzondering van de fiscale fraude.

Om praktische redenen — o.a. door het nog ontbreken van een bemonsteringsnorm voor de producten in de diverse stadia van de distributie, zoals voor gasolie verwarming en levering van motorbrandstoffen in bulk — is het toezicht thans beperkt tot de motorbrandstoffen aan de pomp, wat de voorrang heeft. Het is echter evident dat dit toezicht zo spoedig mogelijk tot de andere producten en tot de andere niveaus van de distributie zal uitgebreid worden.

## 2.2. Beheer van het Fonds.

Het Fonds wordt beheerd door een Beheerscomité samengesteld uit 3 vaste vertegenwoordigers, met stemrecht en 1 vertegenwoordiger met adviesrecht uit de publieke sector, 4 vertegenwoordigers uit de representatieve beroepsverenigingen met adviesrecht.

De samenstelling is als volgt :

— één vertegenwoordiger, aangeduid door de Directeur-generaal van het Bestuur Energie;

— één vertegenwoordiger, aangeduid door de heer Secretaris-Generaal van het Ministerie van Economische Zaken;

— één vertegenwoordiger, aangeduid door de Directeur-generaal van de Administratie der Douane en Accijnzen van het Ministerie van Financiën;

— de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij het Ministerie voor Economische Zaken, met adviesrecht en de vertegenwoordigers van de Beroepsverenigingen te weten :

— 1 voor de Belgische Petroleum Federatie;

— 1 voor de Belgische Petroleum Unie;

— 1 voor Federauto;

— 1 voor de Federatie van de Brandstoffenhandelaars.

De voorzitter van het Beheerscomité is de vertegenwoordiger van het Bestuur Energie. Dit Beheerscomité stelt een huishoudelijk reglement op.

Dit Beheerscomité komt in principe één maal per maand samen en heeft inzage in alle financiële verrichtingen en zal bovendien om advies gevraagd worden voor elke beleidsbeslissing in verband met de organisatie van het toezicht en de werking van het Fonds. Deze adviezen zullen door het Bestuur Energie telkens aan de Minister overgemaakt worden.

Het dagelijks beheer van het Fonds, en bijgevolg de organisatie van het toezicht wordt toevertrouwd aan het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading.

De verantwoordelijke ambtenaar die krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995 de maatschappijen kan aanschrijven, is het Hoofd van deze Dienst.

## 2.3. Inkomsten van het Fonds.

Artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995 bepaalt het bedrag dat bij het in verbruik stellen van de aardolieproducten aan het Fonds verschuldigd is, nl :

10 F per 1 000 l voor de benzines en de gasolie-diesel.

De heffing voor de andere aardolieproducten is momenteel op 0 F vastgelegd.

## 2.4. Organisatie van de inning van de heffingen.

### 2.4.1. De heffingsplichtige.

De heffing is verschuldigd bij het in verbruik stellen van aardolieproducten.

Rekening houdende met de diverse aardolieproducten die in het koninklijk besluit geciteerd worden, kan "in verbruik stellen" gelijkgeschakeld worden met het ogenblik dat de accijnzen verschuldigd worden.

Dit houdt in dat elk erkend bedrijf, houder van een belastingentrepot en elk geregistreerd bedrijf, (beiden houder van een accijnnummer), evenals de niet-geregistreerde bedrijven die punctueel motorbrandstoffen op de Belgische markt brengen, de vastgestelde bijdrage verschuldigd zijn.

Dit dekt de motorbrandstoffen die via de Belgische raffinaderijen evenals via de Europese Unie op de Belgische markt gebracht worden.

De heffingen worden geïnd bij de maatschappijen die op de lijst van de accijnnummers voorkomen.

Cette liste est rédigée par le Ministère des Finances, Administration des Douanes et Accises. Elle est constamment actualisée.

La redevance au Fonds est également due par ceux qui mettent en consommation des produits pétroliers provenant du transit ou d'origine en dehors de l'Union européenne.

Ces quantités seront établies sur base de la balance pétrolière établie par l'Administration de l'Energie.

#### 2.4.2. Perception des redevances.

##### A. Détermination de la redevance.

Selon l'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 février 1995, à partir du 1<sup>er</sup> avril la redevance est fixée comme suit :

— essences et gasoil diesel 10 F / 1 000 l

Ces redevances sont groupées par trimestre (le premier trimestre de travail est le 2<sup>e</sup> trimestre de 1995).

L'Administration de l'Energie a informé par lettre, avant le 1<sup>er</sup> avril 1995, les opérateurs concernés par la redevance et détenteurs d'un numéro d'accises, qui offrent des carburants à la consommation, de l'entrée en vigueur de la redevance. Tout nouvel opérateur qui devient détenteur d'un numéro d'accises, après le 1<sup>er</sup> avril 1995, sera aussi informé par écrit de cette redevance par l'Administration de l'Energie.

L'Administration des Douanes et Accises communique à l'Administration de l'Energie, au plus tard le dernier jour ouvrable du deuxième mois suivant un trimestre, les quantités que chaque opérateur a mises en consommation.

Ceci a lieu pour la première fois, avant fin août 1995 (voir article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 février 1995).

L'Administration dispose de la possibilité de compléter ces données au moyen des données de la statistique pétrolière mensuelle.

Le fonctionnaire désigné par le Ministre notifie le montant total à verser au plus tard le dernier jour ouvrable du troisième mois suivant chaque trimestre (c'est-à-dire, pour la première fois au cours du mois de septembre 1996).

##### B. Contestation.

En cas de contestation du montant signifié, l'opérateur concerné peut introduire une réclamation par lettre recommandée adressée à l'Administration de l'Energie, avant le 20<sup>e</sup> jour du mois suivant la signification.

Les réclamations signifiées après la date susvisée ou relatives à un écart inférieur à 1 000 F ne sont pas recevables.

L'Administration de l'Energie doit statuer avant le dernier jour du mois suivant la réclamation.

L'opérateur qui continue à contester le montant signifié doit néanmoins le payer avant qu'il puisse faire valoir ses droits en justice.

##### C. Paiement incomplet ou non-paiement.

Les opérateurs disposent d'un mois pour acquitter les montants signifiés, par versement sur le compte des recettes de l'Administration.

Si le dernier jour du mois suivant la signification les montants dus ne sont pas encore versés, l'Administration adressera une mise en demeure aux opérateurs concernés.

#### 2.4.3. Gestion financière.

Le Fonds dispose de deux comptes : le compte des recettes et le compte des avances de fonds.

##### 1. Le compte des recettes.

Les montants perçus sont versés sur le compte de recettes c.c.p. 000-2005884-26 — Fonds d'Analyse des Produits pétroliers de l'Administration de l'Energie. Ce compte est géré par un comptable qui établira, à l'attention du Comité de gestion, un rapport trimestriel et un rapport mensuel provisoire concernant l'état du compte.

Au plus tard à la fin de chaque trimestre, les montants versés sur ce compte de recettes seront transmis au Trésor.

Lors de la réunion du Comité de gestion, l'Administration de l'Energie fera rapport sur les recettes ainsi que sur les arriérés de paiements.

Deze lijst wordt door het Ministerie van Financiën, Administratie van de Douane en Accijnzen opgesteld. Zij wordt op continue basis bijgewerkt.

Diegenen die aardolieproducten, uit transit of van buiten de Europese Unie in verbruik stellen, zijn eveneens de heffing aan het Fonds verschuldigd.

Deze hoeveelheden zullen afgeleid worden uit de gegevens van de petroleumbalans die door het Bestuur Energie opgesteld wordt.

#### 2.4.2. Inning van de heffingen.

##### A. Vastleggen van de heffing.

In artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995, wordt, vanaf 1 april 1995 de heffing als volgt bepaald :

— benzines en gasolie-diesel 10 F/1 000 l

Deze heffingen worden per kwartaal gegroepeerd. (eerste werkkwartaal, is het 2<sup>e</sup> kwartaal 1995).

Het Bestuur Energie heeft vóór 1 april 1995 alle bedrijven, houders van een accijsnummer en de bedrijven die motorbrandstoffen in het verbruik aanbieden, aangeschreven en geïnformeerd betreffende de heffing. Elk nieuw bedrijf dat na 1 april 1995 houder wordt van een accijsnummer voor petroleumproducten, zal door het Bestuur Energie schriftelijk geïnformeerd worden omtrent deze heffingen.

De Administratie der Douane en Accijnzen meldt aan het Bestuur Energie uiterlijk op de laatste werkdag van de tweede maand volgend op een kwartaal, de hoeveelheden die ieder bedrijf in verbruik heeft gesteld.

Dit gebeurt voor de eerste keer, vóór eind augustus 1995 (zie artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit van 8 februari 1995).

Het Bestuur Energie heeft de mogelijkheid deze gegevens te vervolledigen met de gegevens die uit de maandelijkse petroleumbalans komen.

De door de Minister gemachtigde ambtenaar betekent het te storten bedrag uiterlijk op de laatste werkdag van de derde maand volgend op ieder kwartaal (d.w.z. de eerste maal gedurende de maand september 1996).

##### B. Betwisting.

In geval van betwisting van het betekend bedrag, kan het betrokken bedrijf voor de twintigste van de maand volgend op de betekening, per aangetekend schrijven gericht aan het Bestuur Energie bezwaar aantekenen.

Bezwaren die betekend worden ná de bovenvermelde datum of die betrekking hebben op een verschil kleiner dan 1000 F zijn niet ontvankelijk.

Het Bestuur Energie moet voor de laatste dag van de maand volgend op het bezwaar uitspraak doen.

Zelfs indien het betrokken bedrijf het betekende bedrag blijft betwisten, dient het eerst betaald te worden vooraleer het bedrijf haar rechten kan laten gelden voor de rechtbank.

##### C. Wanbetaling of niet-betaling.

De bedrijven hebben 1 maand om de betekende bedragen aan te zuiveren door storting op de ontvangstenrekening van het Bestuur Energie.

Indien op de laatste dag van de maand volgend op de betekening de verschuldigde bedragen nog niet gestort zijn, zal het Bestuur Energie aan de in gebreke blijvende bedrijven een aanmaning sturen.

#### 2.4.3. Financieel beheer.

Het Fonds beschikt over twee rekeningen, nl. de ontvangstenrekening en de fondsenvoorschotrekening.

##### 1. De ontvangstenrekening.

De geïnde bedragen worden gestort op de ontvangstenrekening met nummer prk. 000-2005884-26 — Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten van het Bestuur Energie. Deze rekening wordt beheerd door een rekenplichtige die ten behoeve van het Beheerscomité, driemaandelijks een gedetailleerd verslag en elke maand een voorlopig verslag, i.v.m. de stand van de rekening zal opstellen.

Ten laatste op het einde van elk kwartaal, worden de bedragen die op deze ontvangstenrekening gestort worden, aan de Thesaurie overgemaakt.

Het Bestuur Energie zal op de vergadering van het Beheerscomité verslag uitbrengen over de ontvangsten en ook over de achterstallige betalingen.

En ce qui concerne ces derniers, le Comité de gestion sera informé des démarches entreprises en vue de leur recouvrement.

Le Comité de gestion n'a pas accès aux données individuelles.

Aucune dépense ne peut être enregistrée sur ce compte.

2. Le compte des avances de fonds.

Les recettes transférées au Trésor seront mises à la disposition du Fonds par l'Administration du Budget, sous forme de crédits budgétaires, sur le budget FAPETRO de l'Administration de l'Energie.

Ces crédits sont destinés à couvrir toutes les dépenses du Fonds et sont annuellement transférables.

Tous les engagements pris par le Fonds respectent les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics et à la comptabilité de l'Etat.

Ces engagements peuvent être répartis en deux catégories :

a) Petites dépenses :

Elles sont limitées à 30.000 F par engagement. Elles ne peuvent servir à rémunérer les membres du personnel des Affaires Economiques, ni à couvrir les frais de missions à l'étranger.

Elles sont autorisées par le chef des Services de l'Approvisionnement et de l'Economie de l'Energie de l'Administration de l'Energie (ou de son délégué), qui est expressément mandaté à cette fin.

Les dépenses relatives à ces engagements sont effectuées par voie d'un compte d'avance de fonds c.c.p. 000-2009630-81 — Fonds d'Analyse des Produits Pétroliers, de l'Administration de l'Energie.

Ce compte est alimenté par 2% des redevances annuelles. Le montant maximum qui peut figurer sur ce compte est limité à 1.000.000 F.

b) Les autres engagements :

Les autres engagements suivent la procédure prévue par l'article 6, § 2 du règlement d'ordre intérieur.

Les factures relatives à ces engagements sont reçues par l'administration de l'Energie et sont transmises pour liquidation aux Services Généraux — Division financière.

Lors de la réunion du Comité de gestion, l'Administration de l'Energie donnera un aperçu des petites dépenses et de l'état du crédit budgétaire.

Il fournira en particulier des explications concernant les dépenses envisagées, engagées et effectuées.

3. Organisation de la surveillance.

La vérification systématique de la qualité des produits pétroliers se fait par échantillonnage.

On part du principe qu'un manquement aux normes belges de qualité est dû à un défaut technique ou à une erreur humaine et qu'il n'a pas été intentionnel.

Ainsi le système de contrôle se veut en première instance un système de surveillance et non un système répressif, sauf en cas de fraude fiscale.

Cependant, il est clair que la qualité des produits doit répondre aux dispositions légales.

Comme il est décrit plus loin, les sociétés qui mettent dans le commerce des produits non conformes, seront invitées à prendre immédiatement des mesures pour adapter la qualité ou suspendre la vente des produits non conformes.

Si l'intéressé n'a pas donné suite à cette demande, la procédure normale de poursuite sera entamée (saisie, procès-verbal, poursuite judiciaire etc. ).

La surveillance organisée est conçue de telle sorte que :

1) elle est strictement neutre : c'est-à-dire que tous les intéressés ont les mêmes chances d'être contrôlés. Cependant, les opérateurs chez qui une infraction a été constatée recevront une pondération plus élevée dans la population des stations, de sorte que pendant une certaine période, ils seront susceptibles d'être davantage surveillés.

2) le secret strict est garanti en vue de protéger les données commerciales et en vue d'éviter que des mesures soient prises pour modifier la qualité du produit échantillonné.

Wat deze laatste betreft, zal het Beheerscomité ingelicht worden over de stappen die gezet zijn om deze toch te innen.

Het Beheerscomité heeft geen toegang tot de individuele gegevens.

Er kunnen op deze rekening geen uitgaven geboekt worden.

2. De fondsenvoorschotrekening.

De ontvangsten die aan de Thesaurie werden doorgestort zullen via de Administratie van de Begroting onder de vorm van begrotingskredieten ter beschikking gesteld worden op het begrotingskrediet FAPE-TRO van het Bestuur Energie.

Deze kredieten worden aangewend tot dekking van alle uitgaven van het Fonds en zijn jaarlijks overdraagbaar.

Alle verbintenissen ten laste van het Fonds worden aangegaan met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten en Rijkscomptabiliteit.

De verbintenissen kunnen opgesplitst worden in :

a) De kleine uitgaven :

Ze zijn beperkt tot 30.000 F per verbintenis. Ze mogen geen vergoedingen aan personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken zijn en mogen niet bestemd zijn voor opdrachten in het buitenland.

Zij worden aangegaan door de Directeur-generaal van het Bestuur Energie die hiervoor uitdrukkelijk de machtiging ontvangt.

De uitgaven m.b.t. deze verbintenissen worden verricht via de fondsenvoorschotrekening met nummer prk. 000-2009630-81 — Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten van het Bestuur Energie.

Deze rekening wordt gespijsd met 2% van de jaarlijkse heffingen. Het maximale bedrag dat op deze rekening mag voorkomen, is beperkt tot 1.000.000 F.

b) De overige verbintenissen :

De overige verbintenissen volgen de procedure ingesteld door artikel 6, § 2 van het huishoudelijk reglement.

De facturen met betrekking tot deze verbintenissen worden in ontvangst genomen door het Bestuur Energie en voor veroffering aan het Bestuur Algemene Diensten — Financiële Afdeling overgemaakt.

De vertegenwoordiger van het Bestuur Energie zal op de vergadering van het Beheerscomité een overzicht geven van de kleine uitgaven en van de stand van het begrotingskrediet.

Hij zal meer in het bijzonder toelichting verstrekken i.v.m. de geplande, vastgelegde en gedane uitgaven.

3. Organisatie van het toezicht.

Het systematisch toezicht op de kwaliteit van de aardolieproducten gebeurt via een steekproef.

Principieel wordt ervan uitgegaan dat een afwijking van de kwaliteit vastgelegd in de Belgische normen, te wijten is aan een technisch gebrek of een menselijke fout en niet doelbewust wordt begaan.

Aldus is het toezichtstelsel in eerste instantie bedoeld als een bewakingssysteem en niet als een repressief systeem; behalve voor gevallen waar fiscale fraude wordt vastgesteld.

Het is echter evident dat de kwaliteit van de producten dient te beantwoorden aan de wettelijke bepalingen.

Zoals verder wordt beschreven, zullen de maatschappijen die niet-conforme producten in de handel brengen, uitgenodigd worden om aanstonds de nodige maatregelen te nemen om de kwaliteit aan te passen of om de verkoop van de niet-conforme producten op te schorten.

Indien de betrokkene geen gevolg heeft gegeven aan dit verzoek zal de normale vervolgingsprocedure (inbeslagname, proces-verbaal, gerechtelijke vervolging enz...) ingezet worden.

Het georganiseerde toezicht is zodanig opgevat :

1) dat het strikt neutraal is : d.w.z. dat alle betrokkenen evenveel kans hebben om gecontroleerd te worden. Het is evenwel zo dat aan diegenen, bij wie een afwijking werd vastgesteld, in de populatie van benzinestations een groter gewicht zal toegekend worden waardoor ze, gedurende een bepaalde periode, meer kans maken om gecontroleerd te worden.

2) dat de strikste geheimhouding gewaarborgd blijft om de commerciële gegevens te beschermen en om te vermijden dat maatregelen zouden genomen worden om de kwaliteit van de genomen stalen te wijzigen.

3) ceux qui prennent les échantillons ainsi que les laboratoires qui effectuent les analyses, seront également contrôlés afin d'assurer une fiabilité maximale.

L'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique — organise les contrôles et en est responsable.

La prise d'échantillons peut être effectuée légalement par les agents de :

- l'Administration de l'Inspection économique;
- l'Administration de l'Energie;
- le Laboratoire central;

et, vu le caractère de surveillance, en principe aussi par des étalonneurs et mesureurs légalement reconnus et agréés.

En principe, les échantillons sont pris par l'Administration de l'Inspection Economique. Les analyses peuvent être effectuées par tous les laboratoires qui sont légalement agréés pour l'exécution d'analyses des produits pétroliers et qui répondent aux dispositions de l'arrêté royal du 29 septembre 1995 fixant les conditions d'agrément des laboratoires d'essai chargés de l'analyse des produits pétroliers en vertu de l'article 160 de la loi du 30 décembre 1992 relatif aux dispositions sociales et diverses. En principe, les analyses sont effectuées par le laboratoire central du Ministère des Affaires économiques.

Dans la phase de démarrage de la surveillance de qualité et en attendant que le Laboratoire Central soit équipé pour faire les analyses, ces dernières peuvent être confiées à un ou à plusieurs laboratoires agréés.

Ces laboratoires doivent répondre au cahier des charges rédigé par le Comité de gestion et ils seront choisis par appel d'offres.

Le contrat découlant de l'appel d'offres sera d'une durée d'un an, pouvant être reconduite pour une période maximale de six mois.

Le Comité de gestion détermine les moyens attribués à l'Administration de l'Inspection économique et au Laboratoire central.

Le Comité de gestion conclut avec l'Administration de l'Inspection économique et le Laboratoire central un engagement d'obligation de résultat qui déterminera la qualité et le délai de la prise d'échantillons et de l'analyse. Si le Laboratoire central ne peut pas y répondre, le Fonds fera appel à d'autres laboratoires agréés. Si l'Administration de l'Inspection économique ne satisfait pas aux tâches de surveillance, le Fonds fait appel à un autre service du Département. Cet engagement d'obligation de résultat fixe les tâches des services respectifs et définit les moyens mis à la disposition de ces services. Si les dispositions de cet engagement d'obligation ne sont pas respectées, ces moyens reviennent au Comité de gestion qui pourra les mettre à la disposition d'autres instances.

### 3.1. L'échantillonnage.

La surveillance s'effectue sur base d'un échantillon qui est représentatif de :

- la répartition géographique;
- la quote-part des diverses marques (volume + stations);
- le type de la station.

L'algorithme déterminant l'échantillonnage est fixé par le Comité de gestion.

En outre, la taille de l'échantillonnage doit être telle qu'elle garantisse un degré de fiabilité de 95 % pour tous les carburants vendus.

### 3.2. Echantillonnage des produits.

#### 3.2.1. Population totale.

Les échantillons de carburants sont pris à la pompe.

A cette fin, l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique établit une liste de tous les points de vente de carburants.

Cette liste comprend :

- toutes les stations-service;
- toutes les pompes situées sur des terrains d'entreprises mais qui vendent des carburants.

On essaiera d'établir et d'actualiser cette liste, en coopération avec d'autres services intéressés, tels que le service de la Métrologie du Ministère des Affaires économiques, l'Administration des Douanes et Accises du Ministère des Finances etc...

3) dat zij die de stalen nemen, evenals de laboratoria die de analyses uitvoeren zullen gecontroleerd worden om de hoogst mogelijke betrouwbaarheid te bereiken.

Het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading organiseert het toezicht en draagt er de uiteindelijke verantwoordelijkheid voor.

De monsternamen kan wettelijk uitgevoerd worden door de agenten van :

- het Bestuur Economische Inspectie;
- het Bestuur Energie;
- het Centraal Laboratorium;

en gelet op het toezichtkarakter, in principe ook door aanvaarde en wettelijk erkende ijkers en meters.

In principe zullen de monsters genomen worden door het Bestuur Economische Inspectie. De analyses mogen verricht worden door alle laboratoria die wettelijk erkend zijn voor het verrichten van analyses op aardolieproducten en die beantwoorden aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 29 september 1995 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van beproevingslaboratoria gelast met de analyse van aardolieproducten krachtens artikel 160 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen. In principe zullen de analyses uitgevoerd worden door het Centraal Laboratorium van het Ministerie van Economische Zaken.

In de beginfase van het kwaliteitstoezicht en in afwachting dat het Centraal Laboratorium uitgerust is om de analyses te verrichten, kunnen de analyses toevertrouwd worden aan één of meerdere erkende laboratoria.

Deze laboratoria dienen tevens te voldoen aan het lastenboek, opgesteld door het Beheerscomité en zullen via een prijsofferte aangeduid worden.

Het contract voortvloeiend uit de prijsofferte, heeft een looptijd van één jaar, maximaal verlengbaar voor één periode van zes maanden.

Het Beheerscomité bepaalt welke middelen aan het Bestuur Economische Inspectie en aan het Centraal Laboratorium zullen ter beschikking gesteld worden.

Het Beheerscomité zal met het Bestuur Economische Inspectie en het Centraal Laboratorium een resultaatsverbintenis aangaan waarbij de kwaliteit en de tijdslimiet van de monsternamen en de analyse wordt vastgelegd. Indien het Centraal Laboratorium daar niet aan kan voldoen, zal het Fonds een beroep doen op andere erkende laboratoria. Indien het Bestuur Economische Inspectie niet aan de toezichttaken voldoet, zal het Fonds beroep doen op een andere dienst van het Departement. Deze resultaatsverbintenis zal enerzijds de taken vastleggen van de respectieve diensten en anderzijds de middelen bepalen die ter beschikking van deze diensten gesteld worden. Indien zij de bepalingen van deze resultaatsverbintenis niet naleven, komen deze middelen terug naar het Beheerscomité, die ze kan toewijzen aan andere instanties.

### 3.1. Steekproef.

Het toezicht gebeurt door middel van een steekproef die representatief is voor :

- de geografische spreiding;
- het aandeel van de diverse merken (zowel in volume, als in aantal stations);
- het type van station.

Het algoritme voor het vastleggen van de steekproef wordt door het Beheerscomité bepaald.

Bovendien moet de grootte van de steekproef zo zijn dat de bekomen resultaten met een betrouwbaarheidsgraad van 95 % kunnen gelden voor alle verkochte brandstoffen.

### 3.2. Steekproef voor de motorbrandstoffen.

#### 3.2.1. Totale populatie.

De monsters voor motorbrandstoffen worden aan de pomp genomen.

Daartoe stelt het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading een lijst op van alle bestaande verkooppunten van motorbrandstoffen.

Deze lijst omvat :

- alle benzinestations;
- alle pompen gelegen op bedrijfsterrainen maar die brandstoffen verkopen.

Er zal naar gestreefd worden deze lijst samen te stellen en bij te werken in samenwerking met andere geïnteresseerde diensten, zoals de Metrologische Dienst van het Ministerie van Economische Zaken, de Administratie van de Douane en Accijnzen van het Ministerie van Financiën, enz...

Une fiche technique sera rédigée pour chaque point de distribution.

### 3.2.2. Regroupement au sein de la population totale.

Actuellement, on part du principe que les stations-service sont réparties de façon uniforme sur le territoire.

Afin de garantir la répartition géographique de la prise d'échantillons mais de limiter les frais de déplacement, on regroupera l'échantillonnage journalier sur deux provinces adjacentes.

Les provinces sont groupées en 3 zones suivantes :

- zone 1 : — Anvers
- Limbourg
- Flandre occidentale
- Flandre orientale
- zone 2 : — Brabant flamand
- Brabant wallon
- Bruxelles
- zone 3 : — Hainaut
- Namur
- Luxembourg
- Liège

Le nombre des échantillons prélevés par semaine est :

- zone 1 : 50
- zone 2 : 20
- zone 3 : 30

Par jour, 2 groupes de 10 échantillons sont pris. Ceci veut dire que le nombre de jours/par semaine pendant lesquels les échantillons sont prélevés reste fixe dans le temps et est le suivant :

- zone 1 : 5 jours
- zone 2 : 2 jours
- zone 3 : 3 jours

Afin d'organiser la surveillance supplémentaire des points de vente où des infractions aux caractéristiques ont été constatées dans le passé, le nombre d'échantillons par groupe peut être augmenté jusqu'à maximum 13 au lieu de 10.

La succession des groupes de provinces reste arbitraire et elle est déterminée par l'ordinateur par tirage sans réassortissement.

A ce moment, l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique proposera un nouveau regroupement des provinces donnant la garantie que théoriquement toutes les stations pourront être contrôlées dans les deux ans.

Chaque vendredi, avant 17 heures, l'ordinateur détermine l'ordre des groupes; cet ordre est communiqué à l'Administration de l'Inspection économique de sorte que ce service puisse organiser ses activités.

L'ordre ainsi déterminé sort ses effets le second lundi suivant ce vendredi.

### 3.2.3. La prise d'échantillons des produits.

L'échantillonnage quotidien résulte d'un choix aléatoire de 10 points de vente, avec réassortiment. On ne prend qu'un échantillon par point de vente.

Le nombre d'échantillons est réparti en 5 échantillons pour l'essence et 5 échantillons pour le gasoil-diesel.

Vu le caractère aléatoire de l'échantillonnage, on peut accepter que les exigences de la représentativité soient respectées.

Si tel n'était pas le cas, on proposera au Comité de gestion une nouvelle méthode de prise d'échantillons.

En pratique, l'ordinateur désignera chaque jour ouvrable, avant 17 heures, deux communes désignées de manière aléatoire dans le groupe choisi par l'ordinateur, une par province pour les cinq premiers groupes, dans lesquelles 5 points de vente seront choisis.

Lors du choix de ces points de vente, on tiendra compte du malus et l'on tendra à faire en sorte que l'échantillon soit représentatif des marques.

Si les communes désignées ne disposent pas de cinq stations, l'ordinateur procédera automatiquement à la désignation de points de vente dans les communes adjacentes, jusqu'à ce que le nombre requis soit atteint. Chaque fois, deux points de vente de réserve seront désignés.

La liste des stations retenues sera transmise au fonctionnaire chargé de la prise d'échantillons, ainsi qu'au Directeur de l'Administration de l'Inspection économique.

Voor elk distributiepunt zal een technische fiche opgesteld worden.

### 3.2.2. Groepering van de totale populatie.

Actueel wordt aanvaard dat de verkooppunten uniform over het grondgebied verdeeld zijn.

Om de geografische spreiding van de monsternamen te waarborgen, maar om de verplaatsingskosten te beperken, zal de dagelijkse steekproef in twee provincies gegroepeerd worden.

De provincies worden gegroepeerd in 3 zones te weten :

- zone 1 — Antwerpen
- Limburg
- West-Vlaanderen
- Oost-Vlaanderen
- zone 2 — Vlaams-Brabant
- Waals-Brabant
- Brussel
- zone 3 — Henegouwen
- Namen
- Luxemburg
- Luik

Per week worden het volgend aantal monsters genomen :

- zone 1 : 50
- zone 2 : 20
- zone 3 : 30

Per dag worden 2 groepen van 10 monsters genomen. Dit beduidt dat het aantal dagen/per week waarop monsters wordt genomen, voor elke zone als volgt vastligt :

- zone 1 : 5 dagen
- zone 2 : 2 dagen
- zone 3 : 3 dagen

Teneinde het supplementair toezicht van de verkooppunten waar in het verleden afwijkingen op de karakteristieken werden vastgesteld te organiseren, kan het aantal monsters per groep vermeerderd worden tot maximaal 13 in plaats van 10.

De openvolgving van de groepen, in de eigenlijke steekproef, blijft willekeurig en wordt via de computer bepaald door een trekking zonder terugleggen.

Op dat ogenblik zal het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading een nieuwe koppeling van de provincies voorstellen waarbij zal gegarandeerd worden dat, theoretisch, alle verkooppunten binnen een periode van twee jaren kunnen bemonsterd worden.

Elke vrijdag, voor 17 uur, wordt door de computer de rangorde van de groepen vastgelegd en aan het Bestuur Economische Inspectie medegedeeld, waardoor deze dienst haar activiteiten kan plannen.

De aldus vastgelegde volgorde begint op de tweede maandag volgend op die vrijdag.

### 3.2.3. Eigenlijke steekproef.

De dagelijkse steekproef is een willekeurige steekproef met terugleggen van 10 verkooppunten genomen uit de totale populatie. Er wordt slechts één monster per verkooppunt genomen.

Het aantal monsters is opgedeeld in 5 monsters voor benzines en 5 monsters voor gasolie-diesel.

Door het willekeurig karakter van de steekproef kan ervan uitgegaan worden dat aan de eisen van de representativiteit is voldaan.

Indien dit niet zo zou zijn, zal aan het Beheerscomité voorgesteld worden om de bemonsteringsmethode aan te passen.

In de praktijk zullen elke werkdag vóór 17 uur, door de computer in de gekozen groep twee willekeurige gemeenten aangeduid worden, één per provincie voor de eerste vijf groepen waarin telkens vijf verkooppunten zullen aangeduid worden.

Bij de keuze van deze verkooppunten zal rekening gehouden worden met een malus systeem en zal ernaar gestreefd worden om de representativiteit i.v.m. het merk te respecteren.

Indien er in de aangeduide gemeenten geen 5 verkooppunten zijn, zal de computer automatisch overgaan tot het aanduiden van verkooppunten in de aangrenzende gemeenten en dit tot het vereiste aantal bereikt is. Telkens zullen twee reserveverkooppunten aangeduid worden.

De lijst van de weerhouden verkooppunten zal aan de ambtenaar die belast is met de monsternamen overgemaakt worden, evenals aan de Directeur-generaal van het Bestuur Economische Inspectie.

La liste transmise déterminera pour chaque point de vente le produit à échantillonner et le type des analyses demandées. Ces données sont destinées au laboratoire et doivent être notées par le fonctionnaire ayant effectué la prise d'échantillons, sur l'étiquette qui sera attachée aux échantillons correspondants.

### 3.2.4. Garantie de la qualité du système de surveillance.

En fonction du coût des analyses, on prendra chaque semaine 100 échantillons. Afin d'éviter toute discussion concernant la fiabilité des échantillons pris et de la qualité des analyses, on charge un organisme ou une société, indépendante de ceux qui ont pris les échantillons ou des laboratoires qui effectuent les analyses, de prendre chaque semaine 10% d'échantillons supplémentaires, auprès des points de vente des carburants.

A cette fin, on communiquera journalièrement la liste mentionnée dans le § 3.2.3 à cet organisme ou à cette société.

L'organisation de cette garantie de qualité est confiée à l'entreprise, à condition que :

1. les échantillons supplémentaires proviennent de la liste citée ci-dessus;
2. les échantillons supplémentaires soient pris le même jour que les échantillons correspondants pris par l'Administration de l'Inspection Economique;
3. après une période de six mois, la répartition géographique, le respect des quotes-parts des sociétés et le respect du type des stations soient garantis;
4. les échantillons supplémentaires soient déposés par cette société dans des laboratoires agréés qui figurent sur la liste des laboratoires agréés. Ces laboratoires ne peuvent pas être chargés des analyses journalières.

Si cette surveillance de qualité fait apparaître des divergences systématiques entre les analyses de l'échantillon supplémentaire et celles de l'échantillon original correspondant et que ces divergences sont dues à la méthode d'échantillonnage utilisée par l'Administration de l'Inspection économique, on prendra immédiatement des mesures en vue d'améliorer la méthode d'échantillonnage.

Si la méthode d'échantillonnage utilisée par l'Administration de l'Inspection économique continue à donner des divergences, l'engagement d'obligation conclu avec cette Administration sera résilié.

Si cette surveillance de qualité fait apparaître des divergences systématiques entre les analyses de l'échantillon supplémentaire et celle de l'échantillon original correspondant et que ces divergences sont dues aux analyses faites par le Laboratoire central, on prendra immédiatement des mesures en vue d'améliorer les analyses.

Si les analyses faites par l'Administration du Laboratoire central continuent à donner des divergences, l'engagement d'obligation conclu avec le Laboratoire sera résilié.

### 3.3. La prise d'échantillons.

Le fonctionnaire délégué organise la prise d'échantillons en concertation avec le Directeur général de l'Administration de l'Inspection économique.

Le Fonds veille à ce que l'Administration de l'Inspection économique dispose des moyens suivants et prend à son compte les charges suivantes :

- personnel : — (deux) personnes engagées avec un contrat à durée déterminée, titulaires d'un permis de conduire pour les véhicules de l'Etat. Ces personnes peuvent également être affectées à un autre service du Département, en remplacement des membres du personnel ayant été affectés au Fonds
- les salaires, rétributions et indemnités éventuels du personnel;
- matériel : — un ou plusieurs lieux de stockage pour les récipients;
- les récipients;
- (deux) véhicules dans lesquels les récipients peuvent être rangés de manière fixe; la cabine du conducteur sera séparée par une paroi fixe de l'espace arrière où sont installés les récipients; cet espace sera muni d'une unité de ventilation et de dispositifs supplémentaires pour la lutte contre l'incendie;
- un ordinateur portable avec imprimante;
- un téléphone GSM avec choix de numéro limité;
- éventuellement, un appareil GSP;

Op de overgemaakte lijst zal naast elk verkooppunt aangeduid worden welk product bemonsterd dient te worden en welke analyses gevraagd worden. Deze gegevens zijn bestemd voor het laboratorium en dienen door de ambtenaar die de monsters heeft genomen overgenomen te worden op het label dat aan de overeenkomstige monsters gehecht zal worden.

### 3.2.4. Kwaliteitsbewaking van het toezichtstelsysteem.

In functie van de kostprijs van de analyses zullen thans wekelijks 100 monsters genomen worden. Teneinde de betrouwbaarheid van de genomen monsters en de kwaliteit van de afgeleverde analyses boven elke discussie te stellen, zal aan een organisme of een maatschappij, die geen banden heeft met diegenen die de monsters nemen, noch met de laboratoria die de analyses uitvoeren, opdracht gegeven worden om per week 10 % bijkomende monsters te nemen bij dezelfde verkooppunten van motorbrandstoffen.

Daartoe zal dagelijks aan dit organisme of deze maatschappij, de lijst, vermeld in § 3.2.3, toegestuurd worden van de verkooppunten die zullen bemonsterd worden.

De organisatie van deze kwaliteitsbewaking wordt overgelaten aan deze onderneming op voorwaarde dat :

1. de bijkomende monsters afkomstig zijn van de hierboven geciteerde lijst;
2. de bijkomende monsters op dezelfde dag genomen worden als de overeenkomstige monsters, genomen door het Bestuur Economische Inspectie;
3. na een periode van zes maanden, de geografische spreiding, het aandeel van de diverse merken en het type van het station gerespecteerd worden;
4. de bijkomende monsters, door deze onderneming afgegeven worden aan laboratoria die voorkomen op de lijst van de erkende laboratoria. Deze laboratoria mogen echter niet belast zijn met de dagelijkse analyses.

Als uit deze kwaliteitsbewaking zou blijken dat er systematische afwijkingen vastgesteld worden tussen de analyses van het eigenlijke monster en deze van het overeenkomstig bijkomend monster en dat deze te wijten zijn aan de bemonstering door het Bestuur Economische Inspectie, zullen onverwijld maatregelen genomen worden om de bemonstering te verbeteren.

Indien de bemonstering door het Bestuur Economische Inspectie aanleiding blijft geven tot afwijkingen, vormt zulks een voldoende reden om de resultaatsverbintenis met dit Bestuur op te zeggen.

Als uit deze kwaliteitsbewaking zou blijken dat er systematische afwijkingen vastgesteld worden tussen de analyses van het eigenlijke monster en deze van het overeenkomstig bijkomend monster en dat deze te wijten zijn aan de analyses van het Centraal Laboratorium, zullen onverwijld maatregelen genomen worden om de analyses te verbeteren.

Indien de analyses, uitgevoerd door het Centraal Laboratorium, aanleiding blijven geven tot afwijkingen, vormt zulks een voldoende reden om de resultaatsverbintenis met dit Laboratorium op te zeggen.

### 3.3. De monstername.

De gemachtigde ambtenaar organiseert in overleg met de Directeur-generaal van het Bestuur Economische Inspectie de monstername.

Het Fonds zorgt ervoor dat het Bestuur Economische Inspectie de volgende middelen ter beschikking krijgt en neemt de daaraan verbonden lasten voor haar rekening :

- personeel : — (twee) personen aangeworven met een contract van bepaalde duur, houder van een rijbewijs voor het besturen van voertuigen van de Staat. Deze personen kunnen ook toegewezen worden aan een andere dienst van het Departement als vervanging van personeelsleden die ter beschikking van het Fonds werden gesteld;
- de wedden, vergoedingen en eventuele toelagen van het personeel;
- materieel : — één of meerdere opslagplaatsen voor de recipiënten;
- de recipiënten;
- (twee) voertuigen waarin de recipiënten vast kunnen gestapeld worden, het bestuurderscompartiment zal met een vaste wand gescheiden zijn van de achterliggende ruimte, deze laatste zal voorzien zijn van een ventilatie-eenheid en extra voorzieningen voor de brandbestrijding;
- een draagbare computer met printer;
- een GSM-telefoon met een beperkte nummerkeuze;
- eventueel een GSP-toestel;



— matériel nécessaire pour assurer les communications ordinateur—ordinateur, l'envoi de téléfax et l'envoi de télex;

— tout le matériel accessoire : étiquettes, bouchons, un poinçon etc...qui est directement relatif à la prise d'échantillons;

— les logiciels nécessaires;

— les cartes de paiement et les moyens financiers nécessaires pour la paiement des échantillons;

— une banque de données avec les fiches techniques des points de vente.

Dès son arrivée dans chaque point de vente, l'agent doit se faire connaître et vérifier en premier lieu si les données qui sont reprises sur la fiche technique du point de vente sont toujours valables.

Dans chaque point de vente, un seul produit est échantillonné. A cette fin, l'agent prend trois échantillons, conformément à la norme NBN T 52-603. Le premier échantillon est destiné au laboratoire qui effectuera les analyses. Le second est destiné à la contre-analyse éventuelle et le troisième reste à la disposition du point de vente échantillonné.

S'il s'agit d'un point de vente automatique, le troisième échantillon est également emporté et la société concernée est informée de la prise d'échantillons.

L'agent rédige le procès-verbal d'échantillonnage et le fait contresigner par le responsable, ou son délégué, du point de vente.

L'agent veille à ce que les échantillons arrivent aux laboratoires indiqués au plus tard à 17 heures et que les procès-verbaux d'échantillonnage soient envoyés le même soir, par fax ou par connexion informatique, à l'Administration de l'Inspection économique et à l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique.

Les échantillons supplémentaires relatifs à la surveillance de la qualité du système doivent être remis aux laboratoires avant 21 heures.

Ces laboratoires figurent sur la liste des laboratoires agréés et sont différents des laboratoires qui sont chargés des analyses systématiques.

### 3.4. Analyses des échantillons.

#### 3.4.1. Le choix des laboratoires.

Conformément à la disposition de l'article 160 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, les conditions d'agrément des laboratoires d'essai sont fixées par un arrêté royal.

Les laboratoires qui figurent sur cette liste peuvent d'une part, effectuer les contre-analyses et les analyses des échantillons supplémentaires et d'autre part, après un appel d'offre, pourront être désignés pour les analyses systématiques.

En principe, les analyses systématiques sont effectuées par le Laboratoire central du Ministère des Affaires économiques, à condition que ce laboratoire puisse analyser le nombre d'échantillons dans les délais fixés et respecte le contrat d'obligation. Si tel n'est pas le cas, le Fonds peut faire appel à d'autres laboratoires agréés.

Si nécessaire, le Comité de gestion élabore un cahier de charges pour l'appel d'offre et propose au Ministre un ou plusieurs laboratoires.

#### 3.4.2. L'analyse proprement dite.

Les caractéristiques auxquelles doivent répondre les produits pétroliers sont réparties en trois groupes.

Cette répartition a été faite en accord avec les experts du secteur pétrolier et peut être adoptée si cela se justifie sur le plan technique.

Les groupes 1 et 2 comprennent les caractéristiques qui doivent être contrôlées systématiquement. Les caractéristiques du groupe 3 sont seulement vérifiées si l'on constate une anomalie lors de l'analyse des groupes 1 et 2.

Cette procédure est suivie pour un échantillon pris dans un point de vente qui n'a pas de malus.

Lorsqu'il existe des présomptions ou des indications qu'une caractéristique déterminée n'est pas respectée, le laboratoire peut, outre des analyses prévues pour les groupes 1 et 2, être chargé de pratiquer les analyses de l'autre groupe.

Si l'échantillon provient d'un point de vente ayant des points malus, on passe aux analyses du groupe dans lequel les anomalies qui ont provoqué les points malus ont été constatées.

— het nodige materiaal voor computer-computerverbinding, het verzenden van telefax en telex;

— al het bijkomstig materieel zoals labels, etiketten, stoppen, verzegeltang,... dat rechtstreeks betrekking heeft op de monstername;

— de benodigde software;

— de nodige betaalkaarten en financiële middelen voor het betalen van de genomen monsters;

— een databank met de technische fiches van de verkooppunten.

Bij aankomst in het verkooppunt maakt de ambtenaar zich kenbaar en gaat in eerste instantie na of de gegevens die voorkomen op de technische fiche van het verkooppunt nog geldig zijn.

In elk verkooppunt wordt slechts één product bemonsterd. Daartoe neemt de aangeduide ambtenaar drie monsters conform aan de norm NBN T 52-603. Het eerste monster is bestemd voor het laboratorium dat de analyses zal uitvoeren. Het tweede is bestemd voor de gebeurlijke tegenanalyse en het derde blijft ter beschikking van het bemonsterde verkooppunt.

Indien het gaat om een automatisch verkooppunt zal het derde monster eveneens meegenomen worden en zal de betrokken maatschappij van de monstername verwittigd worden.

De betrokken ambtenaar stelt het proces-verbaal van monsterneming op en laat dit tegetekenen door de verantwoordelijke of zijn vertegenwoordiger van het verkooppunt.

De ambtenaar waakt erover dat de monsters ten laatste om 17 uur in de aangeduide laboratoria afgeleverd worden, en dat de proces-verbaal van monsterneming dezelfde avond per fax of per computer-computerverbinding naar het Bestuur Economische Inspectie en naar het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading worden gestuurd.

De bijkomende monsters voor de kwaliteitsbewaking moeten vóór 21 uur in de laboratoria afgeleverd worden.

Deze laboratoria komen voor op de lijst van de erkende laboratoria en zijn verschillend van de laboratoria die met de systematische analyses belast zijn.

### 3.4. Analyses van de monsters.

#### 3.4.1. Keuze van de laboratoria.

Conform de bepaling van artikel 160 van de wet van 30 december 1992 houdende de sociale en diverse bepalingen worden door een koninklijk besluit de erkenningsvoorwaarden voor de proeflaboratoria vastgelegd.

De laboratoria die op deze lijst voorkomen voeren enerzijds de tegenanalyses en de analyses van de bijkomende monsters uit en zullen anderzijds, na een prijsofferte, kunnen aangeduid worden voor de systematische analyse.

In principe worden de systematische analyses uitgevoerd door het Centraal Laboratorium van het Ministerie van Economische Zaken, op voorwaarde dat dit laboratorium het aantal monsters binnen de vastgestelde tijdsduur kan analyseren en de resultaatsverbinenis nakomt. Indien zulks niet het geval is, kan het Fonds beroep doen op andere erkende laboratoria.

Indien nodig, werkt het Beheerscomité een lastenboek voor de prijsofferte uit en stelt aan de heer Minister één of meerdere laboratoria voor.

#### 3.4.2. De eigenlijke analyse.

De kenmerken waaraan de aardolieproducten moeten voldoen zijn in drie groepen ingedeeld.

Deze indeling geschiedde in samenspraak met de experten van de petroleumsector en kan, indien technisch verantwoord, aangepast worden.

Groepen 1 en 2 omvatten de kenmerken die in elk geval dienen bepaald te worden. De karakteristieken van groep 3 worden slechts bepaald indien bij de analyse van groep 1 en 2 een afwijking wordt vastgesteld.

Deze procedure wordt gevolgd voor een monster, genomen bij een verkooppunt dat geen strafpunten heeft.

Wanneer er vermoedens of aanwijzingen bestaan dat een bepaald kenmerk niet gerespecteerd wordt, kan aan het laboratorium de opdracht gegeven worden om naast de analyses voor groepen 1 en 2, de analyses van de andere groep uit te voeren.

Indien het monster afkomstig is van een verkooppunt met malus punten, zal men eveneens de analyses van de groep doorvoeren waar de afwijkingen vastgesteld werden die aanleiding gegeven hebben tot de maluspunten.

L'agent mentionne toute analyse supplémentaire sur l'étiquette qui identifie l'échantillon.

Les analyses doivent être effectuées dans les 24 heures après la remise des échantillons.

Dès qu'un non-respect aux spécifications est constaté lors des analyses, le laboratoire avertit immédiatement le Chef de la Division d'Approvisionnement énergétique de l'Administration de l'Energie, qui prend les mesures nécessaires en vue de transférer l'échantillon destiné à la contre-analyse vers un laboratoire agréé qui dispose alors de 24 heures pour effectuer cette contre-analyse.

Le laboratoire qui effectue les analyses systématiques transmet toujours le rapport d'analyse à l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique dans les 24 heures qui suivent la remise de l'échantillon.

Nonobstant les résultats des analyses, une copie du rapport des analyses est envoyée au responsable du point de vente et au détenteur de la marque éventuelle.

Si ce rapport d'analyse fait mention des manquements par rapport aux spécifications et si ces mêmes manquements sont confirmés par la contre-analyse, l'agent désigné de l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique — avertit l'Administration de l'Inspection économique ainsi que le responsable du point de vente qui est informé de l'infraction par écrit.

Le responsable du point de vente dispose alors de 24 heures pour rendre le produit conforme aux spécifications ou pour le retirer de la vente et il doit immédiatement informer l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique des mesures qu'il a prises.

Dans ce cas, l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique — informe l'Administration de l'Inspection Economique d'un compromis éventuel qui serait établi avec le responsable du point de vente afin de se conformer aux normes.

Si le point de vente n'a pas de points de malus jusqu'au contrôle actuel, l'Administration de l'Inspection économique rédige un procès-verbal d'avertissement, conformément à l'article 101 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce.

Si l'infraction a déjà été constatée au cours d'un contrôle précédent et si le point de vente a toujours des points de malus, l'Administration de l'Inspection économique rédige un pro-justitia et introduit une procédure judiciaire.

Si il y a présomption de fraude fiscale, l'Administration de l'Energie — Division de l'Approvisionnement énergétique avertit immédiatement le Ministère des Finances. Dans ce cas, le responsable du point de vente doit se conformer aux directives des services compétents du Ministère des Finances lors de la remise en conformité des produits aux spécifications.

Si endéans les 24 heures, le produit n'est toujours pas conforme aux spécifications, l'Administration de l'Inspection économique prend les mesures nécessaires pour empêcher la vente et dresser un pro-justitia.

#### 3.4.3. Le système de bonus malus.

Chaque point de vente démarre avec une situation de point neutre (0 point de malus).

Si, lors du contrôle du point de vente, une ou plusieurs anomalies aux spécifications sont constatées, le point de vente reçoit des points de malus dont le nombre est fixé de la manière suivante :

##### a) pour un échantillon normal (analyse complète)

— on commence les analyses de la catégorie 1 et si on constate une anomalie aux spécifications dans cette catégorie, un point de malus est attribué; ensuite, on procède aux analyses de la catégorie 2 et ainsi de suite pour la catégorie 3.

— un point de malus est attribué pour chacune des catégories où une anomalie est constatée.

b) on ne peut attribuer qu'un seul point de malus par catégorie d'analyses.

Ceci implique que les points de vente avec des points de malus sont échantillonnés plus fréquemment. En effet :

— lors de la composition de l'échantillonnage quotidien, on retient d'abord les points de vente avec points de malus.

— lors de la composition de l'échantillonnage pour le jour des contrôles spéciaux, on ne retient que les points de ventes avec des points de malus.

De ambtenaar vermeldt elke bijkomende analyse op het etiket dat het monster identificeert.

De analyses moeten binnen de 24 uur na afgifte van de monsters uitgevoerd worden.

Van zodra er bij de analyses een afwijking van de specificaties wordt vastgesteld, verwittigt het laboratorium onverwijld de verantwoordelijke van het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading die de nodige schikkingen treft om het monster bestemd voor de tegenanalyse over te brengen naar een erkend laboratorium, dat dan 24 uren krijgt om de tegenanalyse door te voeren.

In alle gevallen zal het laboratorium dat de systematische analyses uitvoert, binnen de 24 uren na de afgifte van het monster, een analyseverslag aan het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading laten geworden.

Onafgezien van de resultaten van de analyses, wordt een kopie van het verslag van de analysesresultaten opgestuurd naar de verantwoordelijke van het verkooppunt en houder van het eventuele merk.

Indien in dit analyseverslag afwijkingen ten opzichte van de specificaties vermeld zijn en op voorwaarde dat deze afwijkingen eveneens door de tegenanalyse zijn bevestigd, zal de aangeduide ambtenaar van het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading het Bestuur Economische Inspectie verwittigen en zal de verantwoordelijke van het verkooppunt van de inbreuk op de hoogte worden gebracht.

De verantwoordelijke van het verkooppunt krijgt dan 24 uren tijd om het product terug in overeenstemming te brengen met de specificaties te brengen, of uit de handel te nemen en dient het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading onmiddellijk op de hoogte te stellen van de genomen maatregelen.

In dit geval zal het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading het Bestuur Economische Inspectie op de hoogte stellen van het gebeurlijk compromis dat met de verantwoordelijke van het verkooppunt wordt uitgewerkt ten einde de afwijking te elimineren.

Indien het verkooppunt, tot voor de huidige controle, nog geen strafpunten had, zal door het Bestuur Economische Inspectie een proces-verbaal van waarschuwing, conform artikel 101 van de wet van 14 juli 1991 houdende de handelspraktijken opgesteld worden.

Indien de afwijking reeds vroeger werd vastgesteld en het betrokken verkooppunt nog strafpunten heeft, zal het Bestuur Economische Inspectie een pro-justitia opstellen en de gerechtelijke procedure inleiden.

Indien er een vermoeden van fiscale fraude bestaat, zal het Bestuur Energie — Afdeling Energiebevoorrading onmiddellijk het Ministerie van Financiën verwittigen. In dat geval dient de verantwoordelijke van het verkooppunt, bij het nemen van de maatregelen om de producten terug in overeenstemming te brengen met de specificaties, zich te schikken naar de richtlijnen van de bevoegde diensten van het Ministerie van Financiën.

Is binnen de 24 uren het product nog steeds niet conform aan de specificaties, dan neemt het Bestuur Economische Inspectie de nodige maatregelen om de verkoop te beletten en om pro-justitia op te stellen.

#### 3.4.3. Het Bonus-Mali systeem.

Elk verkooppunt start met een neutrale puntenstand (0 strafpunten).

Als bij het toezicht op het verkooppunt één of meerdere afwijkingen t.o.v. van de specificaties wordt vastgesteld, krijgt het verkooppunt een aantal strafpunten, die als volgt worden bepaald :

##### a) voor een normaal monster (complete analyse)

— men begint met de analyses van categorie 1 en indien in deze categorie een afwijking ten opzichte van de specificaties wordt vastgesteld wordt 1 strafpunt toegekend en gaat men over naar de analyses van categorie 2 en zo voort voor categorie 3;

— voor elk van de categorieën waar een afwijking wordt vastgesteld, wordt 1 strafpunt toegekend

b) men kan slechts één strafpunt per geanalyseerde categorie toekennen.

Dit houdt in dat de verkooppunten met strafpunten frequenter zullen bemonsterd worden door :

— bij de samenstelling van de dagelijkse steekproef, eerst de verkooppunten met strafpunten te weerhouden;

— bij de samenstelling van de steekproef van de speciale toezichtsdag, enkel verkooppunten met strafpunten te weerhouden.

Lorsque l'analyse suivante est correcte, le nombre de points de malus du point de vente est diminué d'un point.

Si lors d'un nouveau contrôle auprès d'un point de vente ayant déjà des points de malus, l'infraction qui a provoqué des points de malus est à nouveau constatée, un pro justitia est rédigé automatiquement.

Un point de vente avec points de malus sera soumis à suffisamment de contrôles pour qu'il puisse revenir à la position neutre dans un délai raisonnable.

#### 3.4.4. Rapport au Comité de gestion.

Chaque mois, l'Administration de l'Energie fait rapport sur les analyses effectuées. Ce rapport ne contient que des données globalisées.

Le Comité de gestion n'a aucun accès aux résultats individuels.

Le Comité de gestion ne peut en aucun cas influencer la procédure de mise en demeure d'un point de vente.

#### 4. Dispositions financières.

Conformément à l'arrêté royal du 8 février 1995 et à l'article 6 du règlement d'ordre intérieur, le Comité de gestion peut proposer des décisions financières au fonctionnement du Fonds.

Le Comité de Gestion émet des propositions quant aux moyens, tant en matériel qu'en personnel, qui devraient être mis à la disposition de l'Administration de l'Inspection économique, du Laboratoire central, de l'Administration de l'énergie et de tout autre service concerné, de sorte que ces services puissent exécuter dûment les tâches qu'ils accomplissent pour le Fonds.

Le Comité de Gestion suscite à cette fin des engagements de résultat de la part des services concernés.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 février 1997.

Le Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

Wanneer de volgende analyse korrekt is, wordt het aantal strafpunten van het verkooppunt met één verminderd.

Wanneer het verkooppunt strafpunten heeft, wordt, indien bij het nieuwe toezicht opnieuw de afwijking wordt vastgesteld die aan de basis heeft gelegen van de strafpunten, direkt een pro-justitia opgemaakt.

Een verkooppunt met strafpunten zal aan voldoende toezicht onderworpen worden om binnen een redelijke termijn terug de neutrale positie te kunnen bereiken.

#### 3.4.4. Rapportering aan het Beheerscomité.

Maandelijks zal het Bestuur Energie verslag uitbrengen van de uitgevoerde analyses. Dit verslag bevat enkel geglobaliseerde gegevens.

Het Beheerscomité heeft geen toegang tot de individuele resultaten.

Het Beheerscomité kan in geen enkel geval de procedure van ingebrekestelling van het verkooppunt beïnvloeden.

#### 4. Financiële beslissingen.

Het Beheerscomité kan conform het koninklijk besluit van 8 februari 1995 en het huishoudelijk reglement alle financiële beslissingen voorstellen die voor de werking van het Fonds nodig zijn.

Het Beheerscomité doet voorstellen, in verband met de middelen, zowel op het vlak van de materiële middelen als op dat van de personen, die ter beschikking van het Bestuur Economische Inspectie, het Centraal Laboratorium, het Bestuur Energie en elke andere betrokken openbare dienst zouden moeten worden gesteld, zodat deze de taken die zij voor het Fonds uitvoeren, naar behoren kunnen vervullen.

Het Beheerscomité doet het nodige opdat de Diensten daartoe een resultaatsverbintenis aangaan.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 18 februari 1997.

De Minister van Economie,  
E. DI RUPO.

### MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 97 — 563

[C - 97/14068]

**18 MARS 1997. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant augmentation du capital de LA POSTE**

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications,

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 147 modifié par l'article 62 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses;

Vu la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, coordonnée par l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant coordination de dispositions légales et réglementaires relatives à l'organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, notamment les articles 5 et 75;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996, portant augmentation du capital de LA POSTE;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 27 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances daté du 11 mars 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses dispose, en son article 62, que l'article 147 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises

### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 97 — 563

[C - 97/14068]

**18 MAART 1997. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 23 december 1996 houdende verhoging van het kapitaal van DE POST**

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en de Vice-Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie,

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 147, gewijzigd door artikel 62 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen;

Gelet op de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 24 december 1996 houdende coördinatie van wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen inzonderheid op de artikelen 5 en 75;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996, houdende verhoging van het kapitaal van DE POST;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 27 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 11 maart 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, in zijn artikel 62 bepaalt dat artikel 147 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige